



Des services publics asphyxiés, un cout de la vie qui explose, des salaires et des pensions qui stagnent... et le gouvernement regarde ailleurs

LE 29 Tous en grève et en manifestation !!!

Faire le plein d'essence coûte une fortune. Se chauffer devient un luxe. Remplir le caddie est un casse-tête. Et pendant ce temps, le gouvernement fait la sourde oreille.

Cette réalité nous la vivons tous les jours !!!

À la pompe, c'est l'asphyxie. Le litre de gazole frôle les 2,30 euros, celui du SP95-E10 dépasse les 2,10 euros. Pour un plein de 50 litres, comptez plus de 28 euros de plus qu'en début d'année. Depuis janvier, le coût mensuel du carburant pour une voiture essence est passé de 112 à 137 euros. Dans le Vaucluse, département rural où la voiture est indispensable pour aller travailler, faire ses courses ou emmener les enfants à l'école, c'est un coup dur de plus à encaisser pour les travailleuses et travailleurs, privé.e. d'emploi et retraité.e.s.

Mais ce n'est pas tout, l'énergie est un fardeau qui s'alourdit. Les factures de gaz ont grimpé de 5,3 % au 1er mars, et une nouvelle hausse d'environ 15 % est attendue, soit entre 180 et 225 euros de plus par an pour les foyers chauffés au gaz.

Le logement, l'alimentation, les transports : tout augmente. Le coût de la vie étudiante a bondi de 35 % depuis 2017. Les loyers dans le privé ont augmenté de 2,87 % en un an. Le cout des produits de première nécessité d'un foyer grignote chaque budget familial.

Face à la crise, un gouvernement sans solution

Que propose Bercy ? **Rien. Ou presque.**

Le gouvernement l'a dit sans détour : il est « **défavorable** » à une baisse temporaire de la fiscalité sur les carburants, comme à tout plafonnement des prix. Motif invoqué : « la situation des finances publiques ne permet pas ce type de mesure ». Une baisse des taxes ? Refusée. Un plafonnement ? Écarté, au prétexte que « plafonner, c'est organiser la pénurie ».

Résultat : les travailleurs paient. Et le gouvernement, lui, regarde ailleurs. Il préfère préparer un budget 2027 qualifié de « **régressif** » par la CGT, en refusant toute augmentation généralisée des salaires dans la fonction publique. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, le martèle : « **Il se trompe de cible** ». Ce ne sont pas les salaires qu'il faut baisser, ce sont les prix qu'il faut réguler et les salaires qu'il faut augmenter pour relancer l'économie.

Le RN, faux ami des travailleurs

Dans ce vide, le Rassemblement national prospère sur la colère. Mais ne nous y trompons pas : **le RN est l'ennemi des travailleurs.**

Regardons les actes, pas les discours. Les députés RN ont voté **contre** l'augmentation du SMIC à 1500 euros. Ils ont refusé d'indexer les salaires sur l'inflation, Ils ont rejeté la surtaxe des produits pétroliers et des profits bancaires, ainsi que le gel du barème des loyers.

Derrière le vernis social, le RN vote systématiquement contre les mesures qui protégeraient concrètement le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce parti n'est pas celui du pouvoir d'achat. Il est celui de l'imposture : ferme dans les mots, complice dans les actes.

Les sapeurs-pompiers aussi sont en colère

Le gouvernement abandonne tous les services publics. Après les travailleurs de l'énergie, de la santé, de l'école, ce sont les sapeurs-pompiers qui crient leur détresse. Depuis le 8 septembre, les pompiers professionnels sont en grève nationale, un mouvement qui court jusqu'au 20 octobre. Dans le Vaucluse, comme partout, ils dénoncent « l'agonie des moyens humains et matériels ».

Le constat est accablant : des véhicules incendie qui partent avec deux personnels au lieu de six, des cagoules de protection « qui ne protègent rien, pas mieux qu'un mouchoir ». Certains camions de lutte contre les feux de forêt sont passés de 120 dans les années 2000 à seulement 90 aujourd'hui en Vaucluse. Et pendant ce temps, les interventions de secours d'urgence aux personnes représentent désormais 87 % des missions des pompiers.

Le gouvernement répond quoi ? « On va faire mieux avec moins », résume la CGT des sapeurs-pompiers. Une formule qui résume à elle seule la logique libérale qui détruit nos services publics. Les pompiers demandent 20 000 recrutements au niveau national, la reconnaissance de leur métier comme « à risques et insalubres » pour partir en retraite plus tôt, et la reconnaissance de plus de cancers comme maladies professionnelles.

Sapeurs-pompiers, fonctionnaires, hospitaliers, énergie, travailleurs du privé : toutes et tous dans la rue pour exiger des moyens, des salaires, des services publics dignes.

Le 29 septembre 2026, la CGT Vaucluse appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs, du public comme du privé, à se joindre à la mobilisation.

Cette journée, initiée par les huit organisations syndicales de la fonction publique, porte une exigence claire : **défendre les services publics et exiger des salaires dignes.**

Pourquoi les services publics ? Parce que ce sont eux qui amortissent la crise pour les travailleurs et leurs familles. L'école publique, l'hôpital public, les transports publics, les services de proximité : quand le privé abandonne, le public tient. Mais le public est asphyxié par des années d'austérité. Moins de moyens, c'est moins de services rendus à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

La SG de la CGT appelle à « **une journée noire sans services publics** » pour que ceux qui les stigmatisent voient ce que serait une France sans eux. Ce jour-là, nous montrerons que les services publics ne sont pas un coût, mais une richesse commune.

Nos exigences

- **Augmentation des salaires** et du SMIC, indexation sur l'inflation
- **Régulation des prix** de l'énergie et des carburants
- **Investissement massif** dans les services publics
- **Refus d'un budget d'austérité** qui sacrifie les travailleurs au nom des « finances publiques »
- **Soutien aux sapeurs-pompiers** en grève : moyens humains et matériels, reconnaissance de la pénibilité

Le 29 septembre, dans le Vaucluse comme partout en France, Sapeurs-pompiers, fonctionnaires, hospitaliers, énergie, travailleurs du privé : toutes et tous dans la rue pour exiger des moyens, des augmentations salaires, des services publics dignes.

Ne laissons pas le gouvernement écrire son budget sous la dictée du patronat. Ne laissons pas le RN récupérer notre colère pour mieux la trahir.

Ensemble faisons entendre la voix des travailleuses et des travailleurs.

MANIFESTATION

AVIGNON, MARDI 29 SEPTEMBRE 2026

RDV 10H30 COURS JEAN JAURES